



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'Étincelle

Lisez l'Anticapitaliste ! - <https://lanticapitaliste.org/>

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Lundi 06 septembre 2021

L'offensive patronale et gouvernementale ne doit pas passer !

Le ministre des Finances, Bruno Le Maire, a décrété la fin du « quoi qu'il en coûte ». « Nous sommes passés au sur-mesure » a-t-il ajouté. Comprenez : tout pour les gros, ceinture pour les petits. L'indemnisation du chômage partiel est donc réduite depuis le 1^{er} septembre, augmentant d'autant les pertes de salaire pour les travailleurs qui y sont toujours soumis (ils étaient encore 610 000 en juillet). Pour le patronat, c'est un nouveau plan de soutien de 30 milliards, lancé en septembre pour l'aider à retrouver sa place dans l'arène capitaliste mondiale.

Le règne des hypocrites

Mais si l'État réduit les cordons de la bourse pour les salariés et les chômeurs, l'épidémie est toujours là. Qu'importe : aux seuls travailleurs d'en subir les conséquences. Et à eux d'être montrés comme des coupables avec les sanctions liées au passe sanitaire, qui peuvent aller jusqu'au licenciement.

C'est bien une vaccination généralisée qui pourrait freiner cette pandémie, qui a déjà tué plus de 4,5 millions de personnes dans le monde. Les premiers « antivax » sont Macron et ses semblables, ces gouvernants des pays riches et patrons des groupes pharmaceutiques qui organisent la pénurie à l'échelle mondiale. Pas question pour eux de lever les brevets et de développer une production répondant aux besoins de l'humanité. Les vaccins ne seraient que pour les pays qui peuvent payer, alors qu'une telle épidémie ne peut se résoudre qu'à l'échelle mondiale.

Non au passe « licenciements » !

Et voilà que Macron et ses ministres veulent licencier ou mettre à pied les quelques soignants qui ne sont pas encore vaccinés, devenus réfractaires à toute injonction venant de ce gouvernement, après un an sur les rotules à gérer tant bien que mal cette épidémie sans moyens suffisants. Partout les hôpitaux manquent toujours de personnel, de lits, de matériel, mais les hospitaliers sont aujourd'hui montrés du doigt pour faire oublier les carences et les mensonges venus d'en haut.

Dans les secteurs concernés, à l'hôpital, le commerce, la culture ou les transports, le passe sanitaire de Macron est en réalité un nouveau permis de licencier offert aux directions et aux patrons : pas question d'accepter la moindre sanction !

Une campagne de vaccination ne se mène pas à coups de contrôles policiers et de droits à licencier. Surtout quand on impose un sésame dans les bars, musées ou piscines, mais qu'il faut s'entasser chaque jour dans les transports pour se rendre au travail, et que, dans les écoles, les classes sont surchargées, avec de nouvelles suppressions de postes alors qu'il faudrait des moyens supplémentaires pour les doubler.

Quant au déremboursement des tests, comment prétendre qu'il s'agisse d'une mesure sanitaire ?

À bas le passe monétaire

Mais c'est toujours à nous de payer. Fin août, l'Insee notait que les prix à la consommation avaient augmenté de 2 % en un an. Pas nos salaires. Et au 1^{er} septembre, le prix du gaz fait un bond de 9 %.

Mais en cette rentrée, la préoccupation première du patronat est d'éviter d'augmenter les salaires. Il pleure sur un prétendu manque de main-d'œuvre qui pourrait l'y obliger. Sans surprise, les secteurs où il dit avoir peine à embaucher sont les plus mal payés, avec les conditions de travail les plus déplorables. Le problème n'est pas le manque de main-d'œuvre, mais le manque de salaire !

Et le Medef réclame l'application de la réforme de l'assurance chômage, dont l'objectif est clair : en rabotant les allocations, contraindre les plus précaires à accepter les bas salaires. Une politique qui pénalise tous les travailleurs.

Passé sanitaire ou passé monétaire, les travailleurs ont donc bien des raisons de s'opposer aux attaques du gouvernement et du patronat, à ses velléités autoritaires tout comme à sa logique du profit.

C'est par les luttes sociales, hors de la course électorale et de son agenda, que nous bouleverserons les règles du jeu.

Lisez et contactez l'Étincelle en ligne
Facebook : NPA L'Étincelle – Renault Lardy

Touche pas à nos bureaux !

Maximiser le télétravail, c'est le nouvel objectif des RH pour l'après Covid. Bien qu'il y ait des bâtiments vides à Lardy, ils veulent même nous imposer des bureaux partagés pour optimiser les coûts. Les premiers seront les salariés de la MAP, qui seront tous entassés dans le L26 et poussés à faire plus de télétravail alors que leur boulot ne s'y prête pas.

On a tout intérêt à se bagarrer pour que nos conditions de travail ne pâtissent pas du zèle de certains chefs qui veulent « faire beau sur la photo ».

Pause toujours...

Dans le nouvel accord télétravail les négociateurs on glissé un petite blague. Dans le cas de réunions collective de plus de 30 à 55 minutes il faudrait prévoir une pause pour se changer les idées.

Une blague quand on sait que la plupart d'entre nous enchaînon réunion sur réunion. Ça doit les être les mêmes qui ont pondu le droit à la déconnexion où tu peux te déconnecter sauf si le sujet est urgent.

Mais quand est-ce qu'il va la fermer ?

Après avoir préparé la fermeture de l'aile de bancs L39D, le directeur de la DEA-TM dit maintenant aux syndicats qu'il va peut-être la garder ouverte en 2022.

Info ou intox, l'avenir nous le dira. Dans tous les cas, on a tous intérêt à réclamer des comptes à nos hiérarchies sur leurs projets pour l'avenir de nos emplois, qu'on soit Renault ou prestataire.

Si on ne s'en occupe pas, nos directions s'en occuperont pour nous et on sait qu'il n'y a que le profit qui compte pour elles.

L'écologie sans lutte de classes, c'est du jardinage

En juillet, le Commission Européenne a présenté son pacte vert qui prévoit l'interdiction de la vente de véhicules thermiques et hybrides en Europe pour 2035. Les constructeurs se sont plaints en menaçant de supprimer des milliers d'emplois si cette décision prenait effet. Ils jouent les victimes alors qu'ils ont abusé pendant des décennies, sans donner aux salariés les moyens de limiter drastiquement la pollution parce que... ce n'était pas rentable !

Maintenant, ils nous vendent l'électricité comme une solution écologiquement miraculeuse mais (oh que c'est triste) destructrice d'emplois. Ne tombons pas dans le piège, leurs larmes de crocodile sont là pour protéger leurs profits, pas nos emplois. La protection de l'environnement, les besoins de mobilité et nos emplois n'ont rien d'incompatible.

Mais pour défendre tout cela, il va falloir mettre en cause le système économique lui-même. Hors de question de sacrifier nos boulots : au contraire, il faut qu'on se batte bec et ongles pour les défendre.

Semi-conducteurs : ce n'est pas à nous de payer !

La pénurie mondiale de semi-conducteurs ne s'arrange pas. Pour amortir le coup sans rogner sur leurs marges,

les constructeurs font peser la désorganisation de la production sur les salariés.

Chez PSA ou Renault, à Flins ou en Espagne, ce sont les travailleurs qui paient le prix fort : lignes de production stoppées, horaires modifiés, intérimaires virés et salariés mis en chômage partiel avec des salaires amputés... pendant que l'État subventionne les capitalistes avec nos impôts.

Pas question que les salariés fassent les frais de cette pénurie capitaliste ! Il faut répartir le travail entre tous et maintenir tous les salaires, en prenant sur les profits.

Salaires ou profits, il faut choisir

Interrogé sur *France Info*, le président du Medef, Roux de Bézieux, s'est dit favorable à la hausse des salaires dans les métiers de service les moins bien rémunérés... à condition que les prestations coûtent plus cher, notamment celles payées par l'État. Manière de récupérer d'une main ce qu'on versé de l'autre !

Et si l'État embauchait directement son personnel et le payait correctement plutôt que d'enrichir des patrons sous-traitants qui empochent leur marge en se tournant les pouces ?

L'échec de la guerre contre le terrorisme

Vingt ans après les attentats de New York en 2001, les guerres dites « préventives » lancées par les puissances impérialistes, États-Unis en tête, au Moyen-Orient et au Sahel, loin d'avoir mis fin au terrorisme qu'elles prétendaient combattre, l'ont au contraire renforcé.

Les attentats du 11 septembre étaient déjà le résultat de l'interventionnisme va-t-en-guerre des USA qui, dans leur concurrence avec l'URSS, avaient soutenu, lors de l'intervention militaire de celle-ci en Afghanistan, les milices intégristes dont celles de ce Ben Laden, qui s'est ensuite retourné contre eux.

Chaque attentat meurtrier a été l'occasion pour les pays impérialistes d'adopter des lois sécuritaires de plus en plus liberticides, et le prétexte de nouvelles interventions militaires, dont le seul but est de défendre leurs intérêts.

En mettant le feu au Moyen-Orient, en Afghanistan, en Irak, puis au Sahel, ces guerres impérialistes ont fait des centaines de milliers de morts, créant le chaos et la misère, terrain fertile sur lequel ont prospéré l'État islamique, et bien d'autres groupes terroristes. Elles ont provoqué l'exode de millions de réfugiés vers les pays voisins et l'Europe, Europe dont les politiques anti-immigration sont venues accentuer la misère à ses frontières, dans les camps de réfugiés, et causer la mort de beaucoup de ceux qui, malgré le danger, tentaient et tentent toujours de traverser la Méditerranée.

Elle est là, la responsabilité directe des puissances impérialistes, et parmi elles la France, dans le développement du terrorisme.

Tant que nos gouvernements continueront à mener ces « interventions » militaires dont les populations civiles sont les premières victimes, dans le but maintenir leur domination et leur pillage.